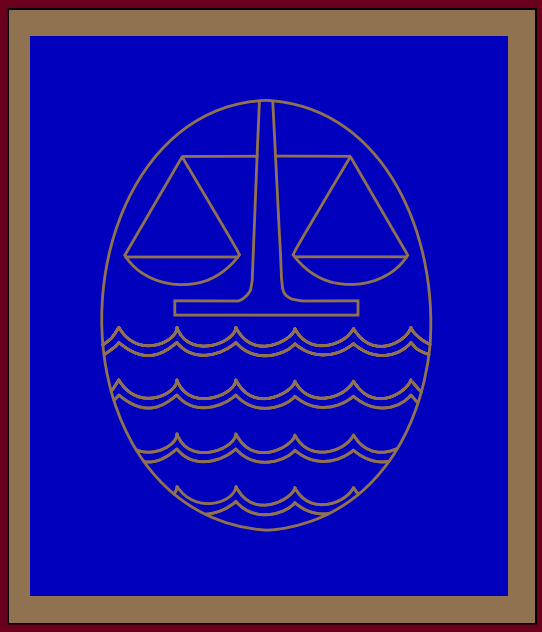
Bulletin n° 115

Droit *de la* mer

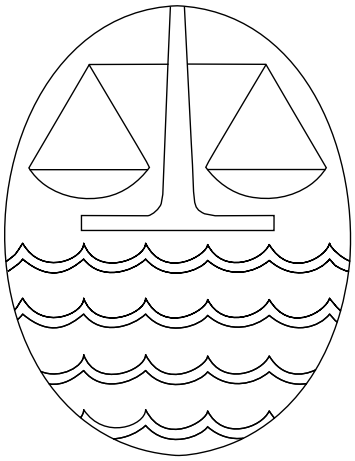


Division des affaires maritimes
et du droit de la mer
Bureau des affaires juridiques

Nations Unies

Division des affaires maritimes et du droit de la mer
Bureau des affaires juridiques

Droit *de la* mer



Bulletin nº 115

Nations Unies
New York, 2024

NOTE

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les textes des traités et les textes législatifs nationaux contenus dans le *Bulletin* sont reproduits tels qu'ils ont été transmis au Secrétariat.

En outre, la publication dans le *Bulletin* d'informations concernant les suites données, en matière de droit de la mer, à des mesures ou des décisions adoptées par des États ne saurait impliquer reconnaissance, de la part de l'Organisation des Nations Unies, de la validité des mesures et décisions en question.

L'enregistrement en application de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies d'un instrument, tel qu'un accord de délimitation des frontières maritimes, présenté par un État Membre n'implique, de la part du Secrétariat, aucun jugement sur la nature de l'instrument, le statut d'une partie ou toute autre question similaire. Le Secrétariat considère que les actes qu'il pourrait être amené à accomplir ne confèrent pas à un instrument la qualité de « traité » ou d'« accord international » si cet instrument n'a pas déjà cette qualité et qu'ils ne confèrent pas à une partie un statut que, par ailleurs, elle ne posséderait pas.

Publication des Nations Unies
eISBN 978-92-1-358656-3
ISSN 1815-9591
eISSN 2521-778X

Copyright © Nations Unies, 2024
Tous droits réservés
Imprimé à l'Organisation des Nations Unies, New York

TABLE DES MATIÈRES

I. CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER

État, au 31 juillet 2024, de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, de l'Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention, de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs et de l'Accord se rapportant à la Convention et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale

1. Tableau récapitulant l'état de la Convention et des accords connexes 1
2. Listes chronologiques des ratifications, adhésions et déclarations de succession
   - *a*) Convention des Nations Unies sur le droit de la mer 10
   - *b*) Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention 12
   - *c*) Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs 14
   - *d*) Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale 15
3. Déclarations
   - *a)* Indonésie : Déclaration en vertu de l'article 298 de la Convention 16
   - *b)* Luxembourg : Déclaration en vertu de l'article 287 de la Convention 16
   - *c)* Micronésie (États fédérés de) : Déclaration en vertu de l'Accord se rapportant à la Convention et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale 16

II. INFORMATIONS JURIDIQUES RELATIVES À LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER

Traités bilatéraux

Échange de lettres en date du 10 novembre 2023 entre les Îles Cook et la République de Kiribati constituant un accord portant modification du paragraphe 1 se rapportant au code du point 4 de l'article 2 de l'Accord entre le Gouvernement des Îles Cook et le Gouvernement de la République de Kiribati relatif à la délimitation des frontières maritimes entre les Îles Cook et la République de Kiribati 17

III. AUTRES INFORMATIONS RELATIVES AU DROIT DE LA MER

A. Liste des conciliateurs désignés en application de l'article 2 de l'annexe V et des arbitres désignés en application de l'article 2 de l'annexe VII de la Convention, au 31 juillet 2024 19

B. Documents divers de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil de sécurité de l'ONU 26

C. Notifications zone maritime publiées du 1er avril au 31 juillet 2024 27

D. Notifications plateau continental publiées du 1er avril au 31 juillet 2024 27

E. Résumés et recommandations de la Commission des limites du plateau continental publiés du 1er avril au 31 juillet 2024 27

I. CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER

État, au 31 juillet 2024, de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, de l'Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention, de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs et de l'Accord se rapportant à la Convention et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale[1]

1. *Tableau récapitulant l'état de la Convention et des accords connexes*

Ce tableau récapitulatif est une synthèse non officielle de la participation à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et aux accords connexes.

Le symbole 🗋 indique : i) qu'une déclaration a été faite par l'État lors de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, ou à n'importe quel moment par la suite ; ou ii) qu'une déclaration a été confirmée lors de la succession. Le double symbole 🗋🗋 indique que l'État a fait plus d'une déclaration. L'abréviation (cf) indique une confirmation formelle ; (a) une adhésion ; (s) une succession ; (sd) une signature définitive ; (p) un consentement à être lié ; (ps) une procédure simplifiée. Les noms des États qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies sont en italique ; les rangées grises indiquent les États sans littoral.

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)			Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention (en vigueur depuis le 28/07/1996)		Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs (en vigueur depuis le 11/12/2001)			Accord se rapportant à la Convention et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (ouvert à la signature le 23 septembre 2023, pas encore entré en vigueur)		
	Signature jour/mois/année	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*
TOTAUX	157	170		79	153	59	93		91	8	
Afghanistan	18/03/83										
Afrique du Sud	05/12/84	23/12/97	🗋	03/10/94	23/12/97		14/08/03(a)				
Albanie		23/06/03(a)			23/06/03(p)						
Algérie	10/12/82🗋	11/06/96	🗋🗋	29/07/94	11/06/96(p)						

[1] *Source* : *Traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général*, chap. XXI, sect. 6. Disponibles à l'adresse suivante : https://treaties.un.org, rubrique « État des traités déposés auprès du Secrétaire général ». Aux termes des paragraphes 1 et 2 de l'article 308 de la Convention :

« 1. La Convention entre en vigueur douze mois après la date de dépôt du soixantième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chaque État qui ratifie la Convention ou y adhère après le dépôt du soixantième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entre en vigueur le trentième jour qui suit la date de dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion, sous réserve du paragraphe 1. »

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)			Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention (en vigueur depuis le 28/07/1996)		Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs (en vigueur depuis le 11/12/2001)			Accord se rapportant à la Convention et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (ouvert à la signature le 23 septembre 2023, pas encore entré en vigueur)		
	Signature jour/mois/année	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*
Allemagne		14/10/94(a)	🗋	29/07/94	14/10/94	28/08/96	19/12/03	🗋	20/09/23		
Andorre											
Angola	10/12/82🗋	05/12/90	🗋🗋		07/09/10(a)						
Antigua-et-Barbuda	07/02/83	02/02/89			03/05/16(a)				20/09/23		
Arabie saoudite	07/12/84	24/04/96	🗋🗋		24/04/96(p)		22/06/23(a)				
Argentine	05/10/84🗋	01/12/95	🗋	29/07/94	01/12/95	04/12/95			18/06/24		
Arménie		09/12/02(a)			09/12/02(a)						
Australie	10/12/82	05/10/94	🗋	29/07/94	05/10/94	04/12/95	23/12/99		20/09/23		
Autriche	10/12/82	14/07/95	🗋	29/07/94	14/07/95	27/06/96	19/12/03	🗋	20/09/23		
Azerbaïdjan		16/06/16(a)			16/06/16(a)						
Bahamas	10/12/82	29/07/83		29/07/94	28/07/95(ps)		16/01/97(a)		12/04/24		
Bahreïn	10/12/82	30/05/85									
Bangladesh	10/12/82	27/07/01	🗋🗋		27/07/01(a)	04/12/95	05/11/12		20/09/23		
Barbade	10/12/82	12/10/93		15/11/94	28/07/95(ps)		22/09/00(a)				
Bélarus	10/12/82🗋	30/08/06	🗋		30/08/06(a)						
Belgique	05/12/84🗋	13/11/98	🗋	29/07/94	13/11/98(p)	03/10/96	19/12/03	🗋	20/09/23		
Belize	10/12/82	13/08/83			21/10/94(sd)	04/12/95	14/07/05		22/09/23	08/04/24	
Bénin	30/08/83	16/10/97	🗋		16/10/97(p)		02/11/17(a)				
Bhoutan	10/12/82										
Bolivie (État plurinational de)	27/11/84🗋	28/04/95			28/04/95(p)				20/09/23		
Bosnie-Herzégovine		12/01/94(s)			26/05/2021(a)						
Botswana	05/12/84	02/05/90			31/01/05(a)						
Brésil	10/12/82🗋	22/12/88	🗋	29/07/94	25/10/07	04/12/95	08/03/00		21/09/23		
Brunéi Darussalam	05/12/84	05/11/96			05/11/96(p)						
Bulgarie	10/12/82	15/05/96	🗋		15/05/96(a)		13/12/06(a)	🗋	20/09/23		
Burkina Faso	10/12/82	25/01/05		30/11/94	25/01/05(p)	15/10/96					
Burundi	10/12/82										

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)			Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention (en vigueur depuis le 28/07/1996)		Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs (en vigueur depuis le 11/12/2001)			Accord se rapportant à la Convention et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (ouvert à la signature le 23 septembre 2023, pas encore entré en vigueur)		
	Signature jour/mois/année	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*
Cabo Verde	10/12/82🗋	10/08/87	🗋	29/07/94	23/04/08				20/09/23		
Cambodge	01/07/83						06/03/20(a)				
Cameroun	10/12/82	19/11/85		24/05/95	28/08/02						
Canada	10/12/82	07/11/03	🗋	29/07/94	07/11/03	04/12/95	03/08/99	🗋	04/03/24		
Chili	10/12/82🗋	25/08/97	🗋		25/08/97(a)		11/02/16(a)	🗋	20/09/23	20/02/24	🗋🗋
Chine	10/12/82	07/06/96	🗋🗋	29/07/94	07/06/96(p)	06/11/96🗋			20/09/23		
Chypre	10/12/82	12/12/88		01/11/94	27/07/95		25/09/02(a)		20/09/23		
Colombie	10/12/82								20/09/23		
Comores	06/12/84	21/06/94									
Congo	10/12/82	09/07/08	🗋		09/07/08(p)				20/09/23		
Costa Rica	10/12/82🗋	21/09/92			20/09/01(a)		18/06/01(a)		20/09/23		
Côte d'Ivoire	10/12/82	26/03/84		25/11/94	28/07/95(ps)	24/01/96					
Croatie		05/04/95(s)	🗋🗋		05/04/95(p)		10/09/13(a)	🗋	20/09/23		
Cuba	10/12/82🗋	15/08/84	🗋		17/10/02(a)				20/09/23	28/06/24	
Danemark	10/12/82	16/11/04	🗋	29/07/94	16/11/04	27/06/96	19/12/03	🗋	20/09/23		
Djibouti	10/12/82	08/10/91									
Dominique	28/03/83	24/10/91							21/09/23		
Égypte	10/12/82	26/08/83	🗋🗋	22/03/95		05/12/95					
El Salvador	05/12/84										
Émirats arabes unis	10/12/82										
Équateur		24/09/12(a)	🗋		24/09/12(p)		07/12/16(a)		21/09/23		
Érythrée											
Espagne	04/12/84🗋	15/01/97	🗋🗋	29/07/94	15/01/97	03/12/96	19/12/03	🗋	20/09/23		
Estonie		26/08/05(a)	🗋		26/08/05(a)		07/08/06(a)	🗋	20/09/23		
Eswatini	18/01/84	24/09/12		12/10/94	24/09/12(p)						
État de Palestine		02/01/15(a)			02/01/15(p)				20/09/23		
États-Unis d'Amérique				29/07/94		04/12/95	21/08/96	🗋	20/09/23		

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)			Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention (en vigueur depuis le 28/07/1996)		Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs (en vigueur depuis le 11/12/2001)			Accord se rapportant à la Convention et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (ouvert à la signature le 23 septembre 2023, pas encore entré en vigueur)		
	Signature jour/mois/année	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*
Éthiopie	10/12/82										
Fédération de Russie	10/12/82	12/03/97			12/03/97(a)	04/12/95	04/08/97				
Fidji	10/12/82	10/12/82		29/07/94	28/07/95	04/12/95	12/12/96		20/09/23		
Finlande	10/12/82	21/06/96		29/07/94	21/06/96	27/06/96	19/12/03		20/09/23		
France	10/12/82	11/04/96		29/07/94	11/04/96	04/12/96	19/12/03		20/09/23		
Gabon	10/12/82	11/03/98		04/04/95	11/03/98(p)	07/10/96			20/09/23		
Gambie	10/12/82	22/05/84									
Géorgie		21/03/96(a)			21/03/96(p)						
Ghana	10/12/82	07/06/83			23/09/16(a)		27/01/17(a)		20/09/23		
Grèce	10/12/82	21/07/95		29/07/94	21/07/95	27/06/96	19/12/03		21/09/23		
Grenade	10/12/82	25/04/91		14/11/94	28/07/95(ps)						
Guatemala	08/07/83	11/02/97			11/02/97(p)						
Guinée	04/10/84	06/09/85		26/08/94	28/07/95(ps)		16/09/05(a)				
Guinée équatoriale	30/01/84	21/07/97			21/07/97(p)						
Guinée-Bissau	10/12/82	25/08/86				04/12/95					
Guyana	10/12/82	16/11/93			25/09/08(a)						
Haïti	10/12/82	31/07/96			31/07/96(p)						
Honduras	10/12/82	05/10/93			28/07/03(a)				20/09/23		
Hongrie	10/12/82	05/02/02			05/02/02(a)		16/05/08(a)		21/09/23		
Îles Cook	10/12/82	15/02/95			15/02/95(a)		01/04/99(a)		22/09/23		
Îles Marshall		09/08/91(a)				04/12/95	19/03/03		20/09/23		
Îles Salomon	10/12/82	23/06/97			23/06/97(p)		13/02/97(a)		20/09/23		
Inde	10/12/82	29/06/95		29/07/94	29/06/95		19/08/03(a)				
Indonésie	10/12/82	03/02/86		29/07/94	02/06/00	04/12/95	28/09/09		20/09/23		
Iran (République islamique d')	10/12/82						17/04/98(a)				
Iraq	10/12/82	30/07/85									

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)			Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention (en vigueur depuis le 28/07/1996)		Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs (en vigueur depuis le 11/12/2001)			Accord se rapportant à la Convention et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (ouvert à la signature le 23 septembre 2023, pas encore entré en vigueur)		
	Signature jour/mois/année	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*
Irlande	10/12/82	21/06/96	🗋	29/07/94	21/06/96	27/06/96	19/12/03	🗋	20/09/23		
Islande	10/12/82	21/06/85	🗋	29/07/94	28/07/95(ps)	04/12/95	14/02/97		20/09/23		
Israël						04/12/95					
Italie	07/12/84🗋	13/01/95	🗋🗋	29/07/94	13/01/95	27/06/96	19/12/03	🗋	22/09/23		
Jamaïque	10/12/82	21/03/83		29/07/94	28/07/95(ps)	04/12/95					
Japon	07/02/83	20/06/96		29/07/94	20/06/96	19/11/96	07/08/06				
Jordanie		27/11/95(a)			27/11/95(p)						
Kazakhstan											
Kenya	10/12/82	02/03/89	🗋🗋		29/07/94(sd)		13/07/04(a)				
Kirghizistan											
Kiribati		24/02/03(a)	🗋		24/02/03(p)		15/09/05(a)				
Koweït	10/12/82	02/05/86	🗋		02/08/02(a)						
Lesotho	10/12/82	31/05/07			31/05/07(p)						
Lettonie		23/12/04(a)	🗋		23/12/04(a)		05/02/07(a)	🗋	20/09/23		
Liban	07/12/84	05/01/95			05/01/95(p)						
Libéria	10/12/82	25/09/08			25/09/08(p)		16/09/05(a)				
Libye	03/12/84										
Liechtenstein	30/11/84										
Lituanie		12/11/03(a)	🗋		12/11/03(a)		01/03/07(a)		20/09/23		
Luxembourg	05/12/84🗋	05/10/00	🗋	29/07/94	05/10/00	27/06/96	19/12/03	🗋	20/09/23		
Macédoine du Nord		19/08/94(s)			19/08/94(p)						
Madagascar	25/02/83	22/08/01	🗋		22/08/01(p)						
Malaisie	10/12/82	14/10/96	🗋🗋	02/08/94	14/10/96(p)						
Malawi	07/12/84	28/09/10			28/09/10(p)				20/09/23		
Maldives	10/12/82	07/09/00		10/10/94	07/09/00(p)	08/10/96	30/12/98				
Mali	19/10/83🗋	16/07/85									
Malte	10/12/82	20/05/93	🗋	29/07/94	26/06/96		11/11/01(a)	🗋	20/09/23		

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)			Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention (en vigueur depuis le 28/07/1996)		Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs (en vigueur depuis le 11/12/2001)			Accord se rapportant à la Convention et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (ouvert à la signature le 23 septembre 2023, pas encore entré en vigueur)		
	Signature jour/mois/année	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*
Maroc	10/12/82	31/05/07	🗋	19/10/94	31/05/07	04/12/95	19/09/12		21/09/23		
Maurice	10/12/82	04/11/94			04/11/94(p)		25/03/97(a)	🗋	20/09/23	30/05/24	
Mauritanie	10/12/82	17/07/96		02/08/94	17/07/96(p)	21/12/95			22/09/23		
Mexique	10/12/82	18/03/83	🗋		10/04/03(a)				20/09/23		
Micronésie (États fédérés de)		29/04/91(a)		10/08/94	06/09/95	04/12/95	23/05/97		20/09/23	03/06/24	🗋
Monaco	10/12/82	20/03/96		30/11/94	20/03/96(p)		09/06/99(a)		20/09/23	09/05/24	
Mongolie	10/12/82	13/08/96		17/08/94	13/08/96(p)						
Monténégro		23/10/06(sd)	🗋🗋		23/10/06(sd)						
Mozambique	10/12/82	13/03/97			13/03/97(a)		10/12/08(a)				
Myanmar	10/12/82	21/05/96			21/05/96(a)						
Namibie	10/12/82	18/04/83		29/07/94	28/07/95(ps)	19/04/96	08/04/98				
Nauru	10/12/82	23/01/96			23/01/96(p)		10/01/97(a)		22/09/23		
Népal	10/12/82	02/11/98			02/11/98(p)				20/09/23		
Nicaragua	09/12/84🗋	03/05/00	🗋		03/05/00(p)						
Niger	10/12/82	07/08/13			07/08/13(p)						
Nigéria	10/12/82	14/08/86	🗋	25/10/94	28/07/95(ps)		02/11/09(a)		03/05/24		
Nioué	05/12/84	11/10/06			11/10/06(p)	04/12/95	11/10/06				
Norvège	10/12/82	24/06/96	🗋🗋		24/06/96(a)	04/12/95	30/12/96	🗋	20/09/23		
Nouvelle-Zélande	10/12/82	19/07/96		29/07/94	19/07/96	04/12/95	18/04/01		20/09/23		
Oman	01/07/83🗋	17/08/89	🗋🗋		26/02/97(a)		14/05/08(a)				
Ouganda	10/12/82	09/11/90		09/08/94	28/07/95(ps)	10/10/96					
Ouzbékistan											
Pakistan	10/12/82	26/02/97	🗋	10/08/94	26/02/97(p)	15/02/96					
Palaos		30/09/96(a)	🗋		30/09/96(p)		26/03/08(a)		20/09/23	22/01/24	
Panama	10/12/82	01/07/96	🗋🗋		01/07/96(p)		16/12/08(a)		20/09/23		
Papouasie-Nouvelle-Guinée	10/12/82	14/01/97			14/01/97(p)	04/12/95	04/06/99				
Paraguay	10/12/82	26/09/86		29/07/94	10/07/95						

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer *(en vigueur depuis le 16/11/1994)*			Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention *(en vigueur depuis le 28/07/1996)*		Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs *(en vigueur depuis le 11/12/2001)*			Accord se rapportant à la Convention et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale *(ouvert à la signature le 23 septembre 2023, pas encore entré en vigueur)*		
	Signature jour/mois/année	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*
Pays-Bas (Royaume des)	10/12/82	28/06/96	🗋🗋	29/07/94	28/06/96	28/06/96🗋	19/12/03	🗋	20/09/23		
Pérou											
Philippines	10/12/82🗋	08/05/84	🗋	15/11/94	23/07/97	30/08/96	24/09/14		20/09/23		
Pologne	10/12/82	13/11/98		29/07/94	13/11/98(p)		14/03/06(a)	🗋	21/09/23		
Portugal	10/12/82	03/11/97	🗋	29/07/94	03/11/97	27/06/96	19/12/03	🗋	20/09/23		
Qatar	27/11/84🗋	09/12/02			09/12/02(p)						
République arabe syrienne											
République centrafricaine	04/12/84										
République de Corée	14/03/83	29/01/96	🗋	07/11/94	29/01/96	26/11/96	01/02/08		31/10/23		
République de Moldova		06/02/07(a)	🗋		06/02/07(p)						
République démocratique du Congo	22/08/83	17/02/89	🗋🗋								
République démocratique populaire lao	10/12/82	05/06/98		27/10/94	05/06/98(p)				20/09/23		
République dominicaine	10/12/82	10/07/09			10/07/09(p)				20/09/23		
République populaire démocratique de Corée	10/12/82										
République-Unie de Tanzanie	10/12/82	30/09/85	🗋	07/10/94	25/06/98				20/09/23		
Roumanie	10/12/82🗋	17/12/96	🗋		17/12/96(a)		16/07/07(a)		20/09/23		
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		25/07/97(a)[2]	🗋🗋	29/07/94	25/07/97	04/12/95	10/12/01 19/12/03[3]	🗋🗋	20/09/23		🗋🗋

[2] Voir *Traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général,* chap. XXI, sect. 6, note de fin 25, disponible à l'adresse suivante : https://treaties.un.org/pages/ViewDetailsIII.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXI-6&chapter=21&Temp=mtdsg3&clang=_fr#25.

[3] Voir *Traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général,* chap. XXI, sect. 7, notes de fin 6 et 7, disponibles à l'adresse suivante : https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXI-7&chapter=21&clang=_fr#6 et [...]#7.

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer *(en vigueur depuis le 16/11/1994)*			Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention *(en vigueur depuis le 28/07/1996)*		Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs *(en vigueur depuis le 11/12/2001)*			Accord se rapportant à la Convention et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale *(ouvert à la signature le 23 septembre 2023, pas encore entré en vigueur)*		
	Signature jour/mois/année	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*
Rwanda	10/12/82	18/05/23			18/05/23(p)						
Saint-Kitts-et-Nevis	07/12/84	07/01/93					23/02/18(a)				
Saint-Marin		19/07/24 (a)			19/07/24 (p)						
Saint-Siège											
Saint-Vincent-et-les Grenadines	10/12/82	01/10/93	🗋				29/10/10(a)		20/09/23		
Sainte-Lucie	10/12/82	27/03/85				12/12/95	09/08/96		20/09/23		
Samoa	28/09/84	14/08/95		07/07/95	14/08/95(p)	04/12/95	25/10/96		20/09/23		
Sao Tomé-et-Principe	13/07/83🗋	03/11/87									
Sénégal	10/12/82	25/10/84		09/08/94	25/07/95	04/12/95	30/01/97				
Serbie	–[4]	12/03/01(s)	🗋	12/05/95	28/07/95(ps)[5]						
Seychelles	10/12/82	16/09/91		29/07/94	15/12/94	04/12/96	20/03/98		20/09/23	13/04/24	
Sierra Leone	10/12/82	12/12/94			12/12/94(p)				20/09/23		
Singapour	10/12/82	17/11/94	🗋		17/11/94(p)				20/09/23		
Slovaquie	28/05/93	08/05/96		14/11/94	08/05/96		06/11/08(a)	🗋	20/09/23		
Slovénie		16/06/95(s)	🗋🗋	19/01/95	16/06/95		15/06/06(a)	🗋	20/09/23		
Somalie	10/12/82	24/07/89									
Soudan	10/12/82🗋	23/01/85		29/07/94							
Soudan du Sud											
Sri Lanka	10/12/82	19/07/94		29/07/94	28/07/95(ps)	09/10/96	24/10/96				
Suède	10/12/82🗋	25/06/96	🗋	29/07/94	25/06/96	27/06/96	19/12/03	🗋	20/09/23		
Suisse	17/10/84	01/05/09	🗋	26/10/94	01/05/09						

[4] Confirmé lors de la succession. Voir *Traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général,* chap. XXI, sect. 6, note de fin 4, disponible à l'adresse suivante : https://treaties.un.org/pages/ViewDetailsIII.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXI-6&chapter=21&Temp=mtdsg3&clang=_fr#4.

[5] Voir *Traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général,* chap. XXI, sect. 6.a, note de fin 14, disponible à l'adresse suivante : https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXI-6-a&chapter=21&clang=_fr#14.

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)			Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention (en vigueur depuis le 28/07/1996)		Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs (en vigueur depuis le 11/12/2001)			Accord se rapportant à la Convention et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (ouvert à la signature le 23 septembre 2023, pas encore entré en vigueur)		
	Signature jour/mois/année	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*
Suriname	10/12/82	09/07/98			09/07/98(p)						
Tadjikistan											
Tchad	10/12/82	14/08/09			14/08/09(p)						
Tchéquie	22/02/93	21/06/96	🗋	16/11/94	21/06/96		19/03/07(a)	🗋	29/09/23		
Thaïlande	10/12/82	15/05/11	🗋		15/05/11(a)		28/04/17(a)				
Timor-Leste		08/01/13(a)	🗋		08/01/13(p)				20/09/23		
Togo	10/12/82	16/04/85	🗋🗋	03/08/94	28/07/95(ps)		11/05/22(a)		22/09/23		
Tonga		02/08/95(a)			02/08/95(p)	04/12/95	31/07/96		26/01/24		
Trinité-et-Tobago	10/12/82	25/04/86	🗋🗋	10/10/94	28/07/95(ps)		13/09/06(a)				
Tunisie	10/12/82	24/04/85	🗋🗋	15/05/95	24/05/02						
Türkiye											
Turkménistan											
Tuvalu	10/12/82	09/12/02			09/12/02(p)		02/02/09(a)		20/09/23		
Ukraine	10/12/82🗋	26/07/99	🗋	28/02/95	26/07/99	04/12/95	27/02/03				
Union européenne	07/12/84🗋	01/04/98(cf)	🗋	29/07/94	01/04/98(cf)	27/06/96🗋	19/12/03	🗋	20/09/23		
Uruguay	10/12/82🗋	10/12/92	🗋	29/07/94	07/08/07	16/01/96🗋	10/09/99	🗋	29/01/24		
Vanuatu	10/12/82	10/08/99		29/07/94	10/08/99(p)	23/07/96	15/03/18		30/11/23		
Venezuela (République bolivarienne du)											
Viet Nam	10/12/82	25/07/94	🗋		27/04/06(a)		18/12/18(a)	🗋	20/09/23		
Yémen	10/12/82🗋	21/07/87	🗋		13/10/14(a)						
Zambie	10/12/82	07/03/83		13/10/94	28/07/95(ps)				13/02/24		
Zimbabwe	10/12/82	24/02/93		28/10/94	28/07/95(ps)						
TOTAUX	157	170		79	153	59	93		91	8	

2. *Listes chronologiques des ratifications, adhésions et déclarations de succession*

a) *Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*

1. Fidji (10 décembre 1982)
2. Zambie (7 mars 1983)
3. Mexique (18 mars 1983)
4. Jamaïque (21 mars 1983)
5. Namibie (18 avril 1983)
6. Ghana (7 juin 1983)
7. Bahamas (29 juillet 1983)
8. Belize (13 août 1983)
9. Égypte (26 août 1983)
10. Côte d'Ivoire (26 mars 1984)
11. Philippines (8 mai 1984)
12. Gambie (22 mai 1984)
13. Cuba (15 août 1984)
14. Sénégal (25 octobre 1984)
15. Soudan (23 janvier 1985)
16. Sainte-Lucie (27 mars 1985)
17. Togo (16 avril 1985)
18. Tunisie (24 avril 1985)
19. Bahreïn (30 mai 1985)
20. Islande (21 juin 1985)
21. Mali (16 juillet 1985)
22. Iraq (30 juillet 1985)
23. Guinée (6 septembre 1985)
24. République-Unie de Tanzanie (30 septembre 1985)
25. Cameroun (19 novembre 1985)
26. Indonésie (3 février 1986)
27. Trinité-et-Tobago (25 avril 1986)
28. Koweït (2 mai 1986)
29. Nigéria (14 août 1986)
30. Guinée-Bissau (25 août 1986)
31. Paraguay (26 septembre 1986)
32. Yémen (21 juillet 1987)
33. Cabo Verde (10 août 1987)
34. Sao Tomé-et-Principe (3 novembre 1987)
35. Chypre (12 décembre 1988)
36. Brésil (22 décembre 1988)
37. Antigua-et-Barbuda (2 février 1989)
38. République démocratique du Congo (17 février 1989)
39. Kenya (2 mars 1989)
40. Somalie (24 juillet 1989)
41. Oman (17 août 1989)
42. Botswana (2 mai 1990)
43. Ouganda (9 novembre 1990)
44. Angola (5 décembre 1990)
45. Grenade (25 avril 1991)
46. Micronésie (États fédérés de) [29 avril 1991]
47. Îles Marshall (9 août 1991)
48. Seychelles (16 septembre 1991)
49. Djibouti (8 octobre 1991)
50. Dominique (24 octobre 1991)
51. Costa Rica (21 septembre 1992)
52. Uruguay (10 décembre 1992)
53. Saint-Kitts-et-Nevis (7 janvier 1993)
54. Zimbabwe (24 février 1993)
55. Malte (20 mai 1993)
56. Saint-Vincent-et-les Grenadines (1er octobre 1993)
57. Honduras (5 octobre 1993)
58. Barbade (12 octobre 1993)
59. Guyana (16 novembre 1993)
60. Bosnie-Herzégovine (12 janvier 1994)
61. Comores (21 juin 1994)
62. Sri Lanka (19 juillet 1994)
63. Viet Nam (25 juillet 1994)
64. Macédoine du Nord (19 août 1994)
65. Australie (5 octobre 1994)
66. Allemagne (14 octobre 1994)
67. Maurice (4 novembre 1994)
68. Singapour (17 novembre 1994)
69. Sierra Leone (12 décembre 1994)
70. Liban (5 janvier 1995)
71. Italie (13 janvier 1995)
72. Îles Cook (15 février 1995)
73. Croatie (5 avril 1995)
74. Bolivie (État plurinational de) [28 avril 1995]
75. Slovénie (16 juin 1995)
76. Inde (29 juin 1995)
77. Autriche (14 juillet 1995)
78. Grèce (21 juillet 1995)
79. Tonga (2 août 1995)
80. Samoa (14 août 1995)
81. Jordanie (27 novembre 1995)
82. Argentine (1er décembre 1995)
83. Nauru (23 janvier 1996)
84. République de Corée (29 janvier 1996)
85. Monaco (20 mars 1996)
86. Géorgie (21 mars 1996)
87. France (11 avril 1996)

88. Arabie saoudite (24 avril 1996)
89. Slovaquie (8 mai 1996)
90. Bulgarie (15 mai 1996)
91. Myanmar (21 mai 1996)
92. Chine (7 juin 1996)
93. Algérie (11 juin 1996)
94. Japon (20 juin 1996)
95. Finlande (21 juin 1996)
96. Irlande (21 juin 1996)
97. Tchéquie (21 juin 1996)
98. Norvège (24 juin 1996)
99. Suède (25 juin 1996)
100. Pays-Bas (28 juin 1996)
101. Panama (1er juillet 1996)
102. Mauritanie (17 juillet 1996)
103. Nouvelle-Zélande (19 juillet 1996)
104. Haïti (31 juillet 1996)
105. Mongolie (13 août 1996)
106. Palaos (30 septembre 1996)
107. Malaisie (14 octobre 1996)
108. Brunéi Darussalam (5 novembre 1996)
109. Roumanie (17 décembre 1996)
110. Papouasie-Nouvelle-Guinée (14 janvier 1997)
111. Espagne (15 janvier 1997)
112. Guatemala (11 février 1997)
113. Pakistan (26 février 1997)
114. Fédération de Russie (12 mars 1997)
115. Mozambique (13 mars 1997)
116. Îles Salomon (23 juin 1997)
117. Guinée équatoriale (21 juillet 1997)
118. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (25 juillet 1997)
119. Chili (25 août 1997)
120. Bénin (16 octobre 1997)
121. Portugal (3 novembre 1997)
122. Afrique du Sud (23 décembre 1997)
123. Gabon (11 mars 1998)
124. Union européenne (1er avril 1998)
125. République démocratique populaire lao (5 juin 1998)
126. Suriname (9 juillet 1998)
127. Népal (2 novembre 1998)
128. Belgique (13 novembre 1998)
129. Pologne (13 novembre 1998)
130. Ukraine (26 juillet 1999)
131. Vanuatu (10 août 1999)
132. Nicaragua (3 mai 2000)
133. Maldives (7 septembre 2000)
134. Luxembourg (5 octobre 2000)
135. Serbie (12 mars 2001)
136. Bangladesh (27 juillet 2001)
137. Madagascar (22 août 2001)
138. Hongrie (5 février 2002)
139. Arménie (9 décembre 2002)
140. Qatar (9 décembre 2002)
141. Tuvalu (9 décembre 2002)
142. Kiribati (24 février 2003)
143. Albanie (23 juin 2003)
144. Canada (7 novembre 2003)
145. Lituanie (12 novembre 2003)
146. Danemark (16 novembre 2004)
147. Lettonie (23 décembre 2004)
148. Burkina Faso (25 janvier 2005)
149. Estonie (26 août 2005)
150. Bélarus (30 août 2006)
151. Nioué (11 octobre 2006)
152. Monténégro (23 octobre 2006)
153. République de Moldova (6 février 2007)
154. Lesotho (31 mai 2007)
155. Maroc (31 mai 2007)
156. Congo (9 juillet 2008)
157. Libéria (25 septembre 2008)
158. Suisse (1er mai 2009)
159. République dominicaine (10 juillet 2009)
160. Tchad (14 août 2009)
161. Malawi (28 septembre 2010)
162. Thaïlande (15 mai 2011)
163. Équateur (24 septembre 2012)
164. Eswatini (24 septembre 2012)
165. Timor-Leste (8 janvier 2013)
166. Niger (7 août 2013)
167. État de Palestine (2 janvier 2015)
168. Azerbaïdjan (16 juin 2016)
169. Rwanda (18 mai 2023)
170. Saint-Marin (19 juillet 2024)

b) *Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention*

1. Kenya (29 juillet 1994)
2. Macédoine du Nord (19 août 1994)
3. Australie (5 octobre 1994)
4. Allemagne (14 octobre 1994)
5. Belize (21 octobre 1994)
6. Maurice (4 novembre 1994)
7. Singapour (17 novembre 1994)
8. Sierra Leone (12 décembre 1994)
9. Seychelles (15 décembre 1994)
10. Liban (5 janvier 1995)
11. Italie (13 janvier 1995)
12. Îles Cook (15 février 1995)
13. Croatie (5 avril 1995)
14. Bolivie (État plurinational de) [28 avril 1995]
15. Slovénie (16 juin 1995)
16. Inde (29 juin 1995)
17. Paraguay (10 juillet 1995)
18. Autriche (14 juillet 1995)
19. Grèce (21 juillet 1995)
20. Sénégal (25 juillet 1995)
21. Chypre (27 juillet 1995)
22. Bahamas (28 juillet 1995)
23. Barbade (28 juillet 1995)
24. Côte d'Ivoire (28 juillet 1995)
25. Fidji (28 juillet 1995)
26. Grenade (28 juillet 1995)
27. Guinée (28 juillet 1995)
28. Islande (28 juillet 1995)
29. Jamaïque (28 juillet 1995)
30. Namibie (28 juillet 1995)
31. Nigéria (28 juillet 1995)
32. Ouganda (28 juillet 1995)
33. Serbie (28 juillet 1995)
34. Sri Lanka (28 juillet 1995)
35. Togo (28 juillet 1995)
36. Trinité-et-Tobago (28 juillet 1995)
37. Zambie (28 juillet 1995)
38. Zimbabwe (28 juillet 1995)
39. Tonga (2 août 1995)
40. Samoa (14 août 1995)
41. Micronésie (États fédérés de) [6 septembre 1995]
42. Jordanie (27 novembre 1995)
43. Argentine (1er décembre 1995)
44. Nauru (23 janvier 1996)
45. République de Corée (29 janvier 1996)
46. Monaco (20 mars 1996)
47. Géorgie (21 mars 1996)
48. France (11 avril 1996)
49. Arabie saoudite (24 avril 1996)
50. Slovaquie (8 mai 1996)
51. Bulgarie (15 mai 1996)
52. Myanmar (21 mai 1996)
53. Chine (7 juin 1996)
54. Algérie (11 juin 1996)
55. Japon (20 juin 1996)
56. Finlande (21 juin 1996)
57. Irlande (21 juin 1996)
58. Tchéquie (21 juin 1996)
59. Norvège (24 juin 1996)
60. Suède (25 juin 1996)
61. Malte (26 juin 1996)
62. Pays-Bas (28 juin 1996)
63. Panama (1er juillet 1996)
64. Mauritanie (17 juillet 1996)
65. Nouvelle-Zélande (19 juillet 1996)
66. Haïti (31 juillet 1996)
67. Mongolie (13 août 1996)
68. Palaos (30 septembre 1996)
69. Malaisie (14 octobre 1996)
70. Brunéi Darussalam (5 novembre 1996)
71. Roumanie (17 décembre 1996)
72. Papouasie-Nouvelle-Guinée (14 janvier 1997)
73. Espagne (15 janvier 1997)
74. Guatemala (11 février 1997)
75. Oman (26 février 1997)
76. Pakistan (26 février 1997)
77. Fédération de Russie (12 mars 1997)
78. Mozambique (13 mars 1997)
79. Îles Salomon (23 juin 1997)
80. Guinée équatoriale (21 juillet 1997)
81. Philippines (23 juillet 1997)
82. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (25 juillet 1997)
83. Chili (25 août 1997)
84. Bénin (16 octobre 1997)
85. Portugal (3 novembre 1997)
86. Afrique du Sud (23 décembre 1997)
87. Gabon (11 mars 1998)
88. Union européenne (1er avril 1998)
89. République démocratique populaire lao (5 juin 1998)
90. République-Unie de Tanzanie (25 juin 1998)
91. Suriname (9 juillet 1998)
92. Népal (2 novembre 1998)
93. Belgique (13 novembre 1998)

94. Pologne (13 novembre 1998)
95. Ukraine (26 juillet 1999)
96. Vanuatu (10 août 1999)
97. Nicaragua (3 mai 2000)
98. Indonésie (2 juin 2000)
99. Maldives (7 septembre 2000)
100. Luxembourg (5 octobre 2000)
101. Bangladesh (27 juillet 2001)
102. Madagascar (22 août 2001)
103. Costa Rica (20 septembre 2001)
104. Hongrie (5 février 2002)
105. Tunisie (24 mai 2002)
106. Cameroun (28 août 2002)
107. Koweït (2 août 2002)
108. Cuba (17 octobre 2002)
109. Arménie (9 décembre 2002)
110. Qatar (9 décembre 2002)
111. Tuvalu (9 décembre 2002)
112. Kiribati (24 février 2003)
113. Mexique (10 avril 2003)
114. Albanie (23 juin 2003)
115. Honduras (28 juillet 2003)
116. Canada (7 novembre 2003)
117. Lituanie (12 novembre 2003)
118. Danemark (16 novembre 2004)
119. Lettonie (23 décembre 2004)
120. Burkina Faso (25 janvier 2005)
121. Botswana (31 janvier 2005)
122. Estonie (26 août 2005)
123. Viet Nam (27 avril 2006)
124. Bélarus (30 août 2006)
125. Nioué (11 octobre 2006)
126. Monténégro (23 octobre 2006)
127. République de Moldova (6 février 2007)
128. Lesotho (31 mai 2007)
129. Maroc (31 mai 2007)
130. Uruguay (7 août 2007)
131. Brésil (25 octobre 2007)
132. Cabo Verde (23 avril 2008)
133. Congo (9 juillet 2008)
134. Guyana (25 septembre 2008)
135. Libéria (25 septembre 2008)
136. Suisse (1er mai 2009)
137. République dominicaine (10 juillet 2009)
138. Tchad (14 août 2009)
139. Angola (7 septembre 2010)
140. Malawi (28 septembre 2010)
141. Thaïlande (15 mai 2011)
142. Équateur (24 septembre 2012)
143. Eswatini (24 septembre 2012)
144. Timor-Leste (8 janvier 2013)
145. Niger (7 août 2013)
146. Yémen (13 octobre 2014)
147. État de Palestine (2 janvier 2015)
148. Antigua-et-Barbuda (3 mai 2016)
149. Azerbaïdjan (16 juin 2016)
150. Ghana (23 septembre 2016)
151. Bosnie-Herzégovine (26 mai 2021)
152. Rwanda (18 mai 2023)
153. Saint-Marin (19 juillet 2024)

c) *Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs*

Aucune nouvelle ratification, adhésion ou déclaration de succession n'est intervenue pendant la période visée par le présent numéro.

Au 31 juillet 2024, les informations figurant dans la liste chronologique publiée dans le *Bulletin du droit de la mer* n° 114 (p. 15) restent valables (voir www.un.org/Depts/los/doalos_publications/los_bult.htm).

d) *Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale*

1. Palaos (22 janvier 2024)
2. Chili (20 février 2024)
3. Belize (8 avril 2024)
4. Seychelles (13 avril 2024)
5. Monaco (9 mai 2024)
6. Maurice (30 mai 2024)
7. Micronésie (États fédérés de) (3 juin 2024)
8. Cuba (28 juin 2024)

3. *Déclarations*

a) *Indonésie : Déclaration en vertu de l'article 298 de la Convention*[6]

En ce qui concerne le paragraphe 1 a) de l'article 298 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, le Gouvernement de la République d'Indonésie déclare qu'il n'accepte aucune des procédures prévues à la section 2 de la partie XV de la Convention en ce qui concerne les différends concernant l'interprétation ou l'application des articles 15, 74 et 83 relatifs à la délimitation de zones maritimes ou les différends qui portent sur des baies ou titres historiques. Cette déclaration faite par le Gouvernement de la République d'Indonésie prend effet immédiatement.

b) *Luxembourg : Déclaration en vertu de l'article 287 de la Convention*[7]

Conformément à l'article 287, paragraphe 1, de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, le Grand-Duché de Luxembourg déclare que, s'agissant du règlement des différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la Convention, il accepte la compétence du Tribunal international du droit de la mer.

c) *Micronésie (États fédérés de) : Déclaration en vertu de l'Accord se rapportant à la Convention et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale*[8]

Le Gouvernement des États fédérés de Micronésie déclare que sa ratification de l'Accord ne constitue en aucune façon une renonciation à l'un quelconque de ses droits et prérogatives en vertu du droit international, en particulier tels qu'ils sont énoncés dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (la « Convention »).

À cet égard, reconnaissant que les zones ne relevant pas de la juridiction nationale sont visées par l'Accord et reconnaissant que l'Accord définit les zones ne relevant pas de la juridiction nationale comme comprenant la haute mer et la Zone, le Gouvernement des États fédérés de Micronésie affirme que la Convention n'impose en aucun cas l'obligation positive de garder à l'examen les lignes de base et les limites extérieures des zones maritimes ni de mettre à jour les cartes ou les listes de coordonnées géographiques une fois déposées auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ; et proclame que les zones maritimes des États fédérés de Micronésie, telles qu'elles ont été établies et notifiées au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies conformément à la Convention, ainsi que les droits et prérogatives qui en découlent, continuent de s'appliquer, sans réduction, nonobstant tout changement physique lié à l'élévation du niveau de la mer liée aux changements climatiques.

L'identification des zones ne relevant pas de la juridiction nationale aux fins de l'interprétation et de la mise en œuvre de l'Accord doit dès lors être pleinement conforme aux déclarations faites ci-dessus par le Gouvernement des États fédérés de Micronésie.

---

6 *Original* : anglais. Voir C.N.114.2024.TREATIES-XXI.6 (notification dépositaire) du 9 avril 2024, effectuée le 8 avril 2024.

7 *Original* : français. Voir C.N.146.2024.TREATIES-XXI.6 (notification dépositaire) du 29 avril 2024.

8 *Original* : anglais. Voir C.N.175.2024.TREATIES-XXI.10 (notification dépositaire) du 3 juin 2024.

II. INFORMATIONS JURIDIQUES RELATIVES À LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER

Traités bilatéraux

Échange de lettres en date du 10 novembre 2023 entre les Îles Cook et la République de Kiribati constituant un accord portant modification du paragraphe 1 se rapportant au code du point 4 de l'article 2 de l'Accord entre le Gouvernement des Îles Cook et le Gouvernement de la République de Kiribati relatif à la délimitation des frontières maritimes entre les Îles Cook et la République de Kiribati[9]

Le 10 novembre 2023

S. E. Mark Brown
Premier Ministre
Îles Cook

Monsieur le Premier Ministre,

Je me réfère à votre lettre datée du 10 novembre 2023 au sujet de l'Accord entre le Gouvernement des Îles Cook et le Gouvernement de la République de Kiribati relatif à la délimitation des frontières maritimes entre les Îles Cook et la République de Kiribati (ci-après dénommé « l'Accord »), telle qu'elle est jointe en annexe.

La République de Kiribati a l'honneur de confirmer qu'elle accepte la proposition des Îles Cook. Par conséquent, la lettre des Îles Cook datée du 10 novembre 2023 et la présente réponse constituent un accord entre les Îles Cook et la République de Kiribati visant à modifier l'Accord.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma très haute considération.

[signature]

Son Excellence Beretitenti Taneti Maamau
Président de la République de Kiribati

[9] *Original* : anglais. Enregistré auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies par les Îles Cook le 22 février 2024 (numéro d'enregistrement A-51976) conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies. Entré en vigueur le 10 novembre 2023, conformément aux dispositions desdites lettres. Voir https://treaties.un.org/Pages/showDetails.aspx?objid=080000028063df7f&clang=_fr.

Cabinet du Premier Ministre
Rarotonga (Îles Cook)

Le 10 novembre 2023

Son Excellence Beretitenti Taneti Maamau
Président de la République de Kiribati

Kia Orana Monsieur le Président,

Je me réfère à l'Accord entre le Gouvernement des Îles Cook et le Gouvernement de la République de Kiribati relatif à la délimitation des frontières maritimes entre les Îles Cook et la République de Kiribati (ci-après dénommé « l'Accord »), conclu le 29 août 2012 à Rarotonga, concernant les frontières maritimes communes des parties.

À la suite de consultations entre des représentants de nos Gouvernements, les Îles Cook proposent de modifier comme suit le paragraphe 1 de l'article 2 de l'Accord pour ce qui concerne le code du point 4 :

Code du point	**Latitude (Sud)**	**Longitude (Ouest)**
4.	06° 33' 39.91"	158° 06' 03.28"

Les coordonnées géographiques ci-dessus sont basées sur le système géodésique mondial (WGS 84).

Si la République de Kiribati accepte la modification proposée, le présent échange de notes constitue un accord entre les deux parties qui entrera en vigueur à la date de réception de la confirmation de la République de Kiribati.

En conséquence, les Îles Cook ont l'intention d'enregistrer l'Accord modifié auprès du Secrétariat de l'ONU.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma très haute considération.

Le Premier Ministre
(*Signé*) S. E. Mark Brown

III. AUTRES INFORMATIONS RELATIVES AU DROIT DE LA MER

A. Liste des conciliateurs désignés en application de l'article 2 de l'annexe V et des arbitres désignés en application de l'article 2 de l'annexe VII de la Convention, au 31 juillet 2024[10]

État partie	*Nominations*	*Date du dépôt de la notification auprès du Secrétaire général*
Afrique du Sud	M. Albertus Jacobus Hoffmann, juge et vice-président du Tribunal international du droit de la mer, arbitre	25 avril 2014
	M. Thembile Elphus Joyini, juge, conciliateur et arbitre	14 juillet 2023
Algérie	M. Boualem Bouguetaia, juge et vice-président du Tribunal international du droit de la mer, arbitre	23 novembre 2016
Allemagne	M. Ruediger Wolfrum, professeur à l'Institut Max Planck de droit public comparé et de droit international d'Heidelberg, conciliateur et arbitre	13 mai 2020
	M[me] Silja Voeneky, chaires de droit international public, de droit comparé et de droit éthique, Université de Fribourg, conciliatrice et arbitre	13 mai 2020
	M[me] Nele Matz-Lueck, professeure à l'Institut de droit international public Walther Schuecking de l'Université de Kiel, conciliatrice et arbitre	13 mai 2020
	M. Alexander Proelss, chaires de droit international de la mer et de droit international de l'environnement, de droit international public et de droit international, Université d'Hambourg, conciliateur et arbitre	13 mai 2020
Argentine	M[me] Frida María Armas Pfirter, conciliatrice et arbitre	28 septembre 2009
	M. Marcelo Gustavo Kohen, professeur, conciliateur et arbitre	4 septembre 2013
	M. Holger Federico Martinsen, ministre, conciliateur et arbitre	4 septembre 2013
	M. Mario J. A. Oyarzábal, ministre, conseiller juridique du Ministère des relations extérieures et du culte de la République argentine et professeur de droit à l'Université de La Plata, conciliateur et arbitre	19 mars 2018
Australie	M. Henry Burmester, QC, ancien conseiller en chef du service d'avocats-conseils du Gouvernement australien et ancien chef du Département de droit international du Bureau du Procureur général, conciliateur et arbitre	19 août 1999, 10 avril 2017
	M[me] Rosalie Balkin, AO, ancienne directrice des affaires juridiques et des relations extérieures, ancienne Secrétaire du Comité juridique et ancienne sous-secrétaire générale de l'Organisation maritime internationale, conciliatrice	10 avril 2017
	M. Bill Campbell, PSM, QC, professeur honoraire à la faculté de droit de l'Université nationale australienne, ancien conseiller juridique en droit international au Département de droit international du Bureau du Procureur général, conciliateur et arbitre	10 avril 2017
	M[me] Natalie Klein : professeure, conciliatrice et arbitre	29 avril 2024

[10] Voir *Traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général,* chap. XXI, sect. 6 (https://treaties.un.org). Les noms figurant dans le tableau sont reproduits tels qu'ils ont été communiqués par les États Parties. Les listes d'experts aux fins de l'article 2 de l'annexe VIII de la Convention sont disponibles à l'adresse www.un.org/depts/los/settlement_of_disputes/experts_special_arb.htm.

État partie	*Nominations*	*Date du dépôt de la notification auprès du Secrétaire général*
Autriche	M. Gerhard Hafner, professeur au département du droit international et des relations internationales de l'Université de Vienne, membre de la Cour permanente d'arbitrage (La Haye), conciliateur à la Cour de conciliation et d'arbitrage de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, ancien membre de la Commission du droit international, conciliateur et arbitre	9 janvier 2008
	M. Gerhard Loibl, professeur à l'Académie diplomatique de Vienne, conciliateur et arbitre	9 janvier 2008
	M. Helmut Tichy, ambassadeur, directeur adjoint du Bureau du conseiller juridique du Ministère fédéral autrichien des affaires européennes et internationales, conciliateur et arbitre	9 janvier 2008
	M. Helmut Türk, ambassadeur, juge du Tribunal international du droit de la mer, membre de la Cour permanente d'arbitrage (La Haye), conciliateur et arbitre	9 janvier 2008
Belgique	M. Erik Franckx, professeur, président du département de droit international et européen de la Vrije Universiteit Brussel, arbitre	1er mai 2014
	M. Philippe Gautier, greffier du Tribunal international du droit de la mer, arbitre	1er mai 2014
Brésil	M. Rodrigo Fernandes More, conciliateur et arbitre	9 février 2018
	M. George Rodrigo Bandeira Galindo, conciliateur et arbitre	13 décembre 2023
	M. Wagner Menezes, arbitre	13 décembre 2023
Chili	M. Helmut Brunner Nöer, conciliateur	18 novembre 1998
	M. Rodrigo Díaz Albónico, conciliateur	18 novembre 1998
	M. Carlos Martínez Sotomayor, conciliateur	18 novembre 1998
	M. Eduardo Vío Grossi, conciliateur	18 novembre 1998
	M. José Miguel Barros Franco, arbitre	18 novembre 1998
	Mme María Teresa Infante Caffi, arbitre	18 novembre 1998
	M. Edmundo Vargas Carreño, arbitre	18 novembre 1998
	M. Fernando Zegers Santa Cruz, arbitre	18 novembre 1998
Chypre	M. Andrew Jacovides, ambassadeur, conciliateur et arbitre	23 février 2007
	Mme Christine G. Hioureas, conciliatrice et arbitre	15 janvier 2016
Costa Rica	M. Carlos Fernando Alvarado Valverde, conciliateur et arbitre	15 mars 2000
Danemark	M. Ole Spiermann, avocat, conciliateur et arbitre	10 novembre 2020
	M. Bjorn Kunoy, professeur associé, Conseiller juridique, Ministère des affaires étrangères des Îles Féroé, conciliateur et arbitre	10 novembre 2020
	M. Peter Taksoe-Jensen, ambassadeur, Ministère danois des affaires étrangères, conciliateur et arbitre	10 novembre 2020
	M. Henning Dobson Fugleberg Knudsen, Conseiller en chef, Ministère danois des affaires étrangères, conciliateur et arbitre	10 novembre 2020
Espagne	M. José Antonio de Yturriaga Barberán, ambassadeur itinérant, conciliateur et arbitre	23 juin 1999
	M. Juan Antonio Yáñez-Barnuevo García, ambassadeur itinérant, conciliateur	23 juin 1999
	M. Aurelio Pérez Giralda, Chef du Service international d'assistance juridique consultative du Ministère des affaires étrangères, conciliateur	23 juin 1999
	M. José Antonio Pastor Ridruejo, juge de la Cour européenne des droits de l'homme, arbitre	23 juin 1999
	M. Juan Antonio Yáñez-Barnuevo García, arbitre	26 mars 2012
	Mme Concepción Escobar Hernández, conciliatrice et arbitre	26 mars 2012

État partie	*Nominations*	*Date du dépôt de la notification auprès du Secrétaire général*
Estonie	M^me^ Ene Lillipuu, chef du service juridique de l'Administration maritime estonienne, conciliatrice et arbitre	18 décembre 2006
	M. Heiki Lindpere, directeur de l'Institut de droit de l'Université de Tartu, conciliateur et arbitre	18 décembre 2006
Fédération de Russie	M. Vladimir S. Kotliar, arbitre	26 mai 1997
	M. Kamil A. Bekyashev, professeur, arbitre	4 mars 1998
	M. Alexander N. Vylegjanin, directeur du département juridique du Conseil de recherche sur les forces productives de l'Académie des sciences de Russie, arbitre	17 janvier 2003
Finlande	M. Kari Hakapää, professeur, conciliateur et arbitre	25 mai 2001
	M. Martti Koskenniemi, professeur, conciliateur et arbitre	25 mai 2001
	M. Gutav Möller, juge, conciliateur et arbitre	25 mai 2001
	M^me^ Pekka Vihervuori, juge, conciliatrice et arbitre	25 mai 2001
France	M. Pierre-Marie Dupuy, arbitre	4 février 1998
	M. Jean-Pierre Queneudec, arbitre	4 février 1998
	M. Laurent Lucchini, arbitre	4 février 1998
	M. Alain Pellet, arbitre	16 décembre 2015
Ghana	M. Thomas A. Mensah, juge, ancien juge et premier Président du Tribunal international du droit de la mer, conciliateur et arbitre	30 mai 2013
	M. Martin Tsamenyi, professeur de droit à l'Université de Wollongong (Australie) et directeur du Centre national australien pour les ressources océaniques et la sécurité, conciliateur et arbitre	30 mai 2013
Guatemala	M. Álvaro Rodrigo Castellanos Howell, conciliateur et arbitre	5 juin 2024
	M. Gustavo Adolfo Orellana Portillo, conciliateur et arbitre	5 juin 2024
	M^me^ Ana Cristina Rodríguez Pineda, conciliatrice et arbitre	5 juin 2024
Indonésie	M. Hasjim Djalal, professeur, conciliateur et arbitre	3 août 2001
	M^me^ Etty Roesmaryati Agoes, SH, LLM, conciliatrice et arbitre	3 août 2001
	M. Sudirman Saad, DH, M. Hum, conciliateur et arbitre	3 août 2001
	M. Kresno Bruntoro, SH, LLM, capitaine de corvette, conciliateur et arbitre	3 août 2001
Islande	M. Gudmundur Eiriksson, ambassadeur, conciliateur et arbitre	13 septembre 2013
	M. Tomas H. Heidar, conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères, conciliateur et arbitre	13 septembre 2013
Italie	M. Umberto Leanza, professeur, conciliateur et arbitre	21 septembre 1999
	M. Luigi Vittorio Ferraris, ambassadeur, conciliateur	21 septembre 1999
	M. Giuseppe Jacoangeli, ambassadeur, conciliateur	21 septembre 1999
	M. Tullio Scovazzi, professeur, arbitre	21 septembre 1999
	M. Paolo Guido Spinelli, ancien chef du service des affaires juridiques, des différends diplomatiques et des accords internationaux du Ministère italien des affaires étrangères, conciliateur	28 juin 2011
	M. Maurizio Maresca, arbitre	28 juin 2011
	M. Tullio Treves, arbitre	28 juin 2011

État partie	*Nominations*	*Date du dépôt de la notification auprès du Secrétaire général*
Japon	M. Hisashi Owada, juge de la Cour internationale de Justice, arbitre	28 septembre 2000
	M. Shunji Yanai, juge, président du Tribunal international du droit de la mer, conciliateur et arbitre	4 octobre 2013
	M. Masaharu Yanagihara, professeur à l'Université ouverte du Japon, conciliateur et arbitre	25 septembre 2017
	M. Shigeki Sakamoto, professeur à l'Université Doshisha, arbitre	25 septembre 2017
Liban	M. Joseph Akl, juge du Tribunal international du droit de la mer, arbitre	31 janvier 2014
Madagascar	M. Francis Zafindrandremitambahoaka Marson, arbitre	6 avril 2018
	M^me^ Leonide Ylenia Randrianarisoa, conciliatrice et arbitre	6 avril 2018
	M. Pablo Ferrara, arbitre	6 avril 2018
	M. Ioannis Konstantinidis, arbitre	6 avril 2018
	M. Jean Baptiste Beresaka, conciliateur	6 avril 2018
	M. Charles Sylvain Rabotoarison, conciliateur	6 avril 2018
	M. Dominique Jean Olivier Rakotozafy, conciliateur	6 avril 2018
Maurice	M. Dheerendra Kumar Dabee, GOSK, SC, solliciteur général, arbitre	5 novembre 2014
	M. Milan J. N. Meetarbhan, GOSK, ambassadeur, représentant permanent de Maurice, arbitre	5 novembre 2014
	M^me^ Aruna Devi Narain, conseillère parlementaire, arbitre	5 novembre 2014
	M. Philippe Sands, QC, professeur, arbitre	5 novembre 2014
Mexique	M. Alberto Székely Sánchez, ambassadeur, conseiller spécial du Secrétaire aux affaires relatives aux eaux internationales, arbitre	9 décembre 2002
	M. Alonso Gómez Robledo Verduzco, chercheur à l'Institut de recherche juridique de l'Université autonome nationale du Mexique, membre du Comité juridique interaméricain de l'Organisation des États américains, arbitre	9 décembre 2002
	M. Agustín Rodríguez Malpica Esquivel, capitaine de frégate, JN LD DEM, chef du groupe juridique du secrétariat de la Marine, arbitre	9 décembre 2002
	M. Juan Jorge Quiroz Richards, lieutenant de frégate, SJN LD, secrétariat de la Marine, arbitre	9 décembre 2002
	M. José Luis Vallarta Marrón, ambassadeur, ancien Représentant permanent du Mexique auprès de l'Autorité internationale des fonds marins, conciliateur	9 décembre 2002
	M. Alejandro Sobarzo, membre de la délégation nationale auprès de la Cour permanente d'arbitrage, conciliateur	9 décembre 2002
	M. Joel Hernández García, conseiller juridique adjoint du Ministère des affaires étrangères, conciliateur	9 décembre 2002
	M. Erasmo Lara Cabrera, directeur de droit international III, conseiller juridique du Ministère des affaires étrangères, conciliateur	9 décembre 2002
Mongolie	M. Rüdiger Wolfrum, professeur, arbitre	22 février 2005
	M. Jean-Pierre Cot, professeur, arbitre	22 février 2005
Nicaragua	M. Carlos J. Argüello Gómez, conciliateur et arbitre	29 mars 2023
Norvège	M^me^ Hilde Indreberg, juge de la Cour suprême, conciliatrice et arbitre	10 août 2017
	M. Henrik Bull, juge de la Cour suprême, conciliateur et arbitre	10 août 2017
	M. Rolf Einar Fife, ambassadeur de Norvège en France, conciliateur et arbitre	10 août 2017
	M^me^ Margit Tveiten, directrice générale, Ministère norvégien des affaires étrangères, conciliatrice et arbitre	10 août 2017

État partie	*Nominations*	*Date du dépôt de la notification auprès du Secrétaire général*
Nouvelle-Zélande	M^me^ Elana Geddis, avocate plaidante, ancienne conseillère juridique au Ministère des affaires étrangères et du commerce, conciliatrice et arbitre	31 mai 2019
	M. Donald MacKay, consultant indépendant et professeur au Centre national australien pour les ressources océaniques et la sécurité de l'Université de Wollongong, ancien chef de la division juridique du Ministère des affaires étrangères et du commerce et ancien ambassadeur auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York et à Genève, conciliateur et arbitre	31 mai 2019
	M^me^ Joanna Mossop, professeure associée à la faculté de droit de l'Université Victoria de Wellington, conciliatrice et arbitre	31 mai 2019
	M^me^ Penelope Ridings, MNZM, avocate plaidante, ancienne directrice de la Division juridique du Ministère des affaires étrangères et du commerce, conciliatrice et arbitre	31 mai 2019
Pays-Bas	M. E. Hey, arbitre	9 février 1998
	M. A. Soons, professeur, arbitre	9 février 1998
	M^me^ Liesbeth Lijnzaad, professeure, conseillère juridique du Ministère des affaires étrangères, conciliatrice et arbitre	14 février 2017
	M. Alex Oude Elferink, professeur, directeur de l'Institut néerlandais pour le droit de la mer, arbitre	14 février 2017
	M. René Lefeber, professeur, conseiller juridique adjoint du Ministère des affaires étrangères, conciliateur	14 février 2017
Pologne	M. Stanislaw Pawlak, conciliateur et arbitre	14 mai 2004
	M^me^ Maria Dragun-Gertner, conciliatrice et arbitre	14 mai 2004
	M. Cezary Mik, professeur, conciliateur et arbitre	7 juin 2022
	M. Konrad Marciniak, docteur, conciliateur et arbitre	7 juin 2022
Portugal	M. José Manuela Pureza, professeur, conciliateur	5 octobre 2011
	M. João Madureira, conciliateur	5 octobre 2011
	M. Mateus Kowalski, conciliateur	5 octobre 2011
	M. Tiago Pitta e Cunha, conciliateur	5 octobre 2011
	M. Nuno Sérgio Marques Antunes, professeur, arbitre	5 octobre 2011
République de Corée	M. Jin-Hyun Paik, professeur, conciliateur et arbitre	14 février 2013
République-Unie de Tanzanie	M. James Kateka, ambassadeur, juge du Tribunal international du droit de la mer, conciliateur et arbitre	18 septembre 2013
Roumanie	M. Bogdan Aurescu, secrétaire d'État auprès du Ministre des affaires étrangères, membre de la Cour permanente d'arbitrage, arbitre	2 octobre 2009
	M. Cosmin Dinescu, directeur général des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères, arbitre	2 octobre 2009
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Sir Michael Wood, conciliateur et arbitre	2 novembre 2010
	Sir Elihu Lauterpacht, QC, conciliateur et arbitre	19 février 1998, 2 novembre 2010
	M. Vaughan Lowe, QC, professeur, conciliateur et arbitre	2 novembre 2010
	M. David Anderson, conciliateur et arbitre	14 septembre 2005, 2 novembre 2010

État partie	*Nominations*	*Date du dépôt de la notification auprès du Secrétaire général*
Saint-Vincent-et-les Grenadines	M. Peter Henri Fredericus Bekker, professeur et titulaire de la chaire de droit international, Centre de droit et de politiques en matière d'énergie, de pétrole et de minéraux de l'Université de Dundee (Royaume-Uni), directeur et fondateur de l'Institut DOLFIN (Dundee Ocean and Lake Frontiers Institute and Neutrals) et membre du barreau de New York, conciliateur et arbitre	15 avril 2021
Singapour	M. S. Jayakumar, professeur de droit à l'Université nationale de Singapour, conciliateur et arbitre	5 avril 2016
	M. Tommy Koh, professeur de droit à l'Université nationale de Singapour, ambassadeur itinérant, conciliateur et arbitre	5 avril 2016
	M. Chan Sek Keong, juge en chef à la retraite, ancien procureur général, conciliateur et arbitre	5 avril 2016
	M. Lionel Yee Woon Chin, solliciteur général, conciliateur et arbitre	5 avril 2016
Slovaquie	M. Marek Smid, département de droit international du Ministère des affaires étrangères, conciliateur	9 juillet 2004
	M. Peter Tomka, juge de la Cour internationale de Justice, arbitre	9 juillet 2004
Soudan	M. Sayed Shawgi Hussain, arbitre	8 septembre 1995
	M. Ahmed Elmufti, arbitre	8 septembre 1995
	M. Abd Elrahman Elkhalifa, conciliateur	8 septembre 1995
	M. Sayed Eltahir Hamadalla, conciliateur	8 septembre 1995
Sri Lanka	M. M. S. Aziz, PC, conciliateur et arbitre	17 janvier 1996
	M. C. W. Pinto, secrétaire général du Tribunal des différends irano-américains de La Haye, conciliateur et arbitre	17 septembre 2002
Suède	M[me] Marie Jacobsson, conseillère juridique principale en droit international du Ministère des affaires étrangères, arbitre	2 juin 2006
	M. Said Mahmoudi, professeur de droit international à l'Université de Stockholm, arbitre	2 juin 2006
Suisse	M[me] Laurence Boisson de Chazournes, professeure, arbitre	14 octobre 2014
	M. Andrew Clapham, professeur, arbitre	14 octobre 2014
	M. Lucius Caflisch, professeur, arbitre	14 octobre 2014
	M. Robert Kolb, professeur, arbitre	14 octobre 2014
Tchéquie	M. Václav Mikulka, conciliateur et arbitre	27 mars 2014
Thaïlande	M. Kriangsak Kittichaisaree, ambassadeur du Royaume de Thaïlande en Fédération de Russie, conciliateur et arbitre	24 juillet 2017
Trinité-et-Tobago	M. Cecil Bernard, juge de la Cour industrielle de la République de Trinité-et-Tobago, arbitre	17 novembre 2004

État partie	*Nominations*	*Date du dépôt de la notification auprès du Secrétaire général*
Viet Nam	M. Pham Quang Hieu, Ministre adjoint des affaires étrangères du Viet Nam, conciliateur	15 mai 2020
	M. Huynh Minh Chinh, ambassadeur, ancien vice-président de la Commission nationale des frontières, Ministère vietnamien des affaires étrangères, conciliateur	15 mai 2020
	M[me] Nguyen Thi Thanh Ha, ambassadrice, ancienne Directrice générale du Département du droit international et des traités, Ministère vietnamien des affaires étrangères, ancienne membre de la Cour permanente d'arbitrage (2012–2018), conciliatrice	15 mai 2020
	M. Nguyen Quy Binh, ancien vice-président de la Commission nationale des frontières, ancien Directeur général du Département du droit international et des traités, Ministère vietnamien des affaires étrangères, ancien membre de la Cour permanente d'arbitrage (2012–2018), conciliateur	15 mai 2020
	M. Robert Beckman, professeur associé, Chef du Programme relatif au droit et aux politiques maritimes du Centre de droit international de l'Université nationale de Singapour, arbitre	15 mai 2020
	M. Nguyen Hong Thao, professeur associé à l'Académie diplomatique du Viet Nam, membre de la Commission du droit international (2017–2021), arbitre	15 mai 2020
	M[me] Nguyen Thi Lan Anh, professeure associée à l'Académie diplomatique du Viet Nam, arbitre	15 mai 2020
	M. Nguyen Dang Thang, Directeur général de la Commission nationale des frontières, Ministère des affaires étrangères, membre de la Cour permanente d'arbitrage, arbitre	15 mai 2020

B. Documents divers de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil de sécurité de l'ONU[11]

1. A/78/843-S/2024/294 : Lettres identiques datées du 5 avril 2024, adressées au Secrétaire général et à la Présidente du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Koweït auprès de l'Organisation des Nations Unies.
2. A/78/848 : Lettre datée du 9 avril 2024, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Égypte auprès de l'Organisation des Nations Unies.
3. A/79/68 : Les océans et le droit de la mer : Rapport du Secrétaire général.
4. A/RES/78/272 : résolution 78/272 de l'Assemblée générale en date du 24 avril 2024 intitulée « Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale ».
5. A/78/886 : Lettre datée du 16 mai 2024, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent des Émirats arabes unis auprès de l'Organisation des Nations Unies.
6. A/AC.296/2024/3 : Questions à régler lors de la première réunion de la Conférence des Parties à l'Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale : Note du Secrétariat.
7. A/78/915-S/2024/459 : Lettres identiques datées du 11 juin 2024, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Koweït auprès de l'Organisation des Nations Unies.
8. A/AC.296/2024/4 : Commission préparatoire pour l'entrée en vigueur de l'Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale et la tenue de la première réunion de la Conférence des Parties à l'Accord : Déclaration faite par la Coprésidente de la Commission préparatoire à l'issue de la réunion d'organisation.
9. S/RES/2739 (2024) : résolution 2739 du Conseil de sécurité en date du 27 juin 2024.
10. S/2024/560 : Lettres identiques datées du 18 juillet 2024, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Iraq auprès de l'Organisation des Nations Unies.
11. S/2024/565 : Lettres identiques datées du 23 juillet 2024, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Iraq auprès de l'Organisation des Nations Unies.

[11] Les documents de l'Organisation des Nations Unies sont disponibles à l'adresse suivante : www.undocs.org/[cote du document] (www.undocs.org/A/78/843, par exemple).

C. Notifications zone maritime publiées du 1er avril au 31 juillet 2024[12]

Aucune nouvelle notification zone maritime n'a été publiée pendant la période considérée.

D. Notifications plateau continental publiées du 1er avril au 31 juillet 2024[13]

Numéro de notification plateau continental	*Demande*
CLCS.94.2024.LOS du 18 juin 2024	Philippines : région de Palawan Ouest
CLCS.95.2024.LOS du 17 juillet 2024	Viet Nam : zone centrale (VNM-C)

E. Résumés et recommandations de la Commission des limites du plateau continental publiés du 1er avril au 31 juillet 2024[14]

Aucun nouveau résumé ni aucune nouvelle recommandation de la Commission des limites du plateau continental n'ont été publiés durant la période considérée.

[12] Les notifications zone maritime sont disponibles en anglais et en français à l'adresse suivante : www.un.org/Depts/los/LEGISLATIONANDTREATIES/depositpublicity.htm.

[13] Les notifications plateau continental relatives aux demandes présentées par des États côtiers à la Commission des limites du plateau continental en vertu du paragraphe 8 de l'article 76 de la Convention sont disponibles en anglais et en français aux pages Web respectivement consacrées à chaque demande, à l'adresse suivante : www.un.org/depts/los/clcs_new/commission_submissions.htm.

[14] Les recommandations et résumés de recommandations de la Commission des limites du plateau continental concernant les demandes présentées par des États côtiers sont disponibles à l'adresse suivante : www.un.org/Depts/los/clcs_new/commission_submissions.htm.

24-15091